

## Classification du Conseil Constitutionnel

(décision octobre 1984)

**Libertés publiques fondamentales**  
(presse, assoc, aller et venir, enseignement, asile)

**Libertés ordinaires :**

s'effacent derrière les LF

Interdiction de les soumettre à un régime d'autorisation préalable

La loi ne peut intervenir que pour étendre ou renforcer leur exo

Application uniforme sur tout le territoire : ppe de non discrimination territoriale

Sauf si la loi a pour but de la concilier avec un autre ppe à valeur constit

Décision de 1971 sur la lib association

Décision de 84 sur la transparence financière des entreprises de presse

86 : ordre pub peut restreindre lib d'aller et venir

Loi chevènement sur l'enseignement privé

Droit de propriété

Liberté de comm audiov

Liberté d'entreprendre

1982 : reconnait valeur constit mais il doit permettre les interventions nécessaires de la personne publique

1982 : valeur constitutionnelle mais elles ne sont ni générales ni absolues et ne peuvent exister que dans le cadre d'une réglementation instituée par loi